

*Questions orales*

**M. l'Orateur:** Il ne s'agit guère là d'un rappel au Règlement, mais plutôt d'un argument.

\* \* \*

**L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE****LE PROGRAMME DE MISE EN VALEUR À DES FINS MULTIPLES DES RESSOURCES EN EAU—LE CONSENTEMENT DES PROVINCES**

**M. S. J. Korchinski (Mackenzie):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Un communiqué émis en son nom le 2 mars par le ministre de la Justice révélait qu'on apporterait une modification importante au programme de mise en valeur des ressources en eaux dans le cadre de la loi sur le rétablissement agricole des Prairies, qui aurait pour effet de concentrer les efforts sur un programme de mise en valeur des ressources en eaux à des fins multiples, et qui nécessiterait l'approbation des provinces. Puis-je demander si l'on a obtenu cette approbation et si l'on pourra disposer de plus de renseignements?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale):** De mémoire, je me rappelle que la chose a été approuvée par certaines provinces de l'Ouest, mais je ne suis pas certain que les trois provinces concernées aient toutes signé. Je serai cependant heureux d'obtenir une réponse définitive pour le député.

**M. Korchinski:** Ce programme sera-t-il sujet à l'approbation de toutes les provinces, ou si l'approbation individuelle des provinces suffira?

**M. Jamieson:** Ce sera un programme qui pourra, de fait, opérer comme s'il s'agissait d'une entente entre un gouvernement provincial et le gouvernement fédéral.

\* \* \*

**SANTÉ ET BIEN-ÊTRE****LES PROPOSITIONS AUX PROVINCES AU SUJET DES GARDERIES—DEMANDE D'EXPLICATIONS**

**M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que le document de travail déposé par le ministre le 18 avril ne mentionne qu'en passant les garderies, peut-il maintenant exposer les propositions précises, s'il en est, que le gouvernement a présentées aux provinces, et nous dire dans combien de temps le gouvernement se propose d'offrir au pays une politique précise en matière de garderies?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Si le député veut bien lire quelques autres pages, il se rendra compte que le calendrier se trouve dans le document.

[M. Whelan.]

**M. Paproski:** J'ai lu ce document et il ne contient rien d'utile en ce qui concerne les garderies. Le ministre nous dirait-il quels engagements son ministère a pris afin d'assurer un service de garderie de 24 heures par jour aux mères qui travaillent la nuit?

**M. Lalonde:** Nous n'avons pas pris de tels engagements, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

**LES PÊCHES****LE PROJET DE CESSIION DE LA CASSIAR CANNERY À DES JAPONAIS**

**M. Frank Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Pêches. Une entreprise japonaise tente-t-elle d'acheter une conserverie appartenant à la société Cassiar Fishing et située à la sortie de Prince-Rupert? Dans l'affirmative, projette-t-il d'une façon ou d'une autre d'empêcher cette vente?

**L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches):** Il est vrai que des Japonais sont en pourparlers avec les propriétaires canadiens de la société Cassiar Fishing en vue d'acquérir, au moins une partie des actions de la société. La société sait que, advenant une vente, les permis des navires de pêche, qui équivalent au droit de pêcher le saumon au large de la côte ouest, changeraient de catégorie.

**M. Howard:** Le ministre pourrait-il dire à la Chambre comment ces permis changeraient de catégorie, et prendra-t-il des mesures pour s'assurer que cette entreprise demeure entre les mains de Canadiens, particulièrement de pêcheurs canadiens?

**M. Davis:** Advenant une vente complète et un transfert de contrôle, les permis passeraient de la catégorie A à la catégorie B et il seraient assujettis à une limite de temps très précise.

\* \* \*

[Français]

**L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE****L'USINE DE LA CIP À TEMISCAMING—RÉUNION ENTRE LE PRÉSIDENT ET LE MINISTRE DES TERRES ET FORÊTS DU QUÉBEC QUANT À LA RÉOUVERTURE POSSIBLE**

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Expansion économique régionale.

Aujourd'hui, à Montréal, a lieu une réunion entre le président de la Compagnie internationale de Papier du Canada, M. Finnigan, et le ministre des Terres et Forêts du Québec, M. Drummond. Est-ce que des fonctionnaires fédéraux assistent à cette réunion, afin de régler ce cas pour de bon?

[Traduction]

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale):** J'ignore si les fonctionnaires y assisteront, mais dans quelques instants, j'appellerai le ministre provincial en question et je discuterai personnellement l'affaire avec lui au téléphone.